

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Alberta : budget 2026

La baisse des prix du pétrole brut n'explique qu'en partie l'élargissement des déficits

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, Kari Norman, économiste senior, et LJ Valencia, économiste

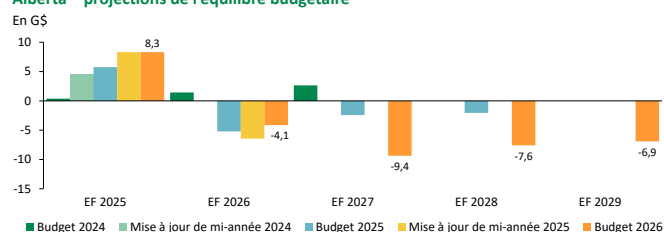
FAITS SAILLANTS

- ▶ Comme le gouvernement de l'Alberta l'avait largement annoncé, les perspectives financières de la province se sont détériorées depuis l'an dernier. Le déficit devrait atteindre 9,4 G\$ pour l'exercice financier 2026-2027 (EF 2027), alors que le budget 2025 prévoyait un déficit de 2,4 G\$ (graphique 1). Les déficits devraient ensuite se résorber graduellement, sans toutefois disparaître complètement. Le gouvernement provincial n'anticipe plus de retour à l'équilibre d'ici l'EF 2029.
- ▶ Le recul des redevances tirées du pétrole et du gaz explique une part importante de la détérioration. La sensibilité accrue des finances publiques aux fluctuations des prix des matières premières ces dernières années rend la province particulièrement vulnérable aux chocs externes. La réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers, mise en place l'an dernier, a aussi diminué une source de revenus habituellement plus stable. Cela dit, de légères hausses de certains frais et prélèvements, la rétention de revenus au sein du *Heritage Fund* et la montée en puissance de la *Heritage Fund Opportunities Corp* devraient apporter un appui financier modeste.
- ▶ La hausse marquée des dépenses attire également l'attention. Les dépenses de programmes devraient augmenter de 8,0 % à l'EF 2026 et de 5,0 % à l'EF 2027, surtout en raison d'un financement accru en santé et en éducation. Les précisions concernant les économies potentielles demeurent limitées, mais le gouvernement provincial évalue notamment la possibilité de réduire certains services offerts aux résidents non permanents afin de contenir les coûts.
- ▶ Comme souvent, la progression des déficits mène à un endettement plus élevé, et le budget 2026 ne fait pas exception. Le ratio de la dette sur le PIB devrait passer de 8,3 % à l'EF 2026 à 12,9 % à la fin de l'horizon de prévision. Malgré tout, l'Alberta aborde cette conjoncture plus difficile en position de force, avec le plus faible ratio de la dette nette sur le PIB et les plus bas coûts d'intérêt au pays.

Graphique 1

Les déficits budgétaires initialement modestes de l'Alberta devraient maintenant être beaucoup plus importants

Alberta – projections de l'équilibre budgétaire



EF : exercice financier
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Le gouvernement de l'Alberta n'a pas mâché ses mots quant à la possibilité de déficits avant le budget 2026.

Et il a en fin de compte livré ce qui avait été annoncé. Le budget 2026 prévoit des déficits de 9,4 G\$, 7,6 G\$ et 6,9 G\$ au cours des trois prochains exercices financiers. La faiblesse des prix du pétrole en est partiellement la cause, mais la hausse des dépenses y contribue également de façon importante. Si la persistance des déficits ne respecte pas l'engagement de revenir à l'équilibre d'ici l'EF 2029, « le gouvernement demeure résolu à évaluer les mesures additionnelles qui pourraient être envisagées pour relever les défis entourant la planification budgétaire de l'Alberta ». En raison de ces déficits prévus, le ratio de la dette sur le PIB devrait augmenter graduellement, passant de 8,3 % à l'EF 2026 à 12,9 % à la fin de l'horizon de prévision. Cela dit, l'Alberta aborde cette période budgétaire plus exigeante en position de force, affichant le plus faible ratio de la dette nette sur le PIB et les coûts d'intérêt les plus bas au pays. Toutefois, bien que la province dispose encore d'une capacité financière supérieure à celle de ses homologues, cette marge de manœuvre se rétrécit progressivement. Les perspectives financières demeurent ainsi vulnérables aux risques à la baisse, notamment ceux associés à l'[issue du processus de révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique \(ACEUM\)](#). (Voir le tableau 1 pour plus de détails sur les prévisions budgétaires de l'Alberta dans le budget 2026.)

Comme vont les prix du pétrole, ainsi vont les revenus

Au début de 2026, [nous avons signalé](#) le risque qu'un prix plus faible du WTI (*West Texas Intermediate*) et un élargissement du différentiel appliqué au WCS (*Western Canadian Select*) exercent une pression baissière importante sur les redevances du gouvernement de l'Alberta. C'est précisément ce que montre le budget 2026. Les revenus tirés des redevances sur le bitume et le pétrole brut devraient être inférieurs de 0,4 G\$ pour l'EF 2026, de 3,9 G\$ pour l'EF 2027 et de 1,5 G\$ pour l'EF 2028 par rapport aux prévisions du budget 2025. Cela explique le recul des revenus anticipés au cours de l'horizon de prévision par rapport aux projections antérieures, puisque les revenus autonomes ont été révisés à la hausse (graphique 2 à la page 3).

Deux facteurs expliquent l'effet marqué de la baisse des redevances pétrolières sur la trajectoire du solde budgétaire de l'Alberta : des perspectives de prix du pétrole plus faibles et une sensibilité accrue aux fluctuations des prix. D'abord, les prévisions pour le prix du WTI ont été nettement revues à la baisse depuis l'an dernier (graphique 3 à la page 3). Parallèlement, les [craintes](#) entourant un éventuel afflux de pétrole lourd vénézuélien vers la côte américaine du golfe ont récemment élargi le différentiel imposé

Tableau 1

Prévisions fiscales et économiques de l'Alberta

En G\$ (sauf si indiqué)	2024-2025	2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029
	Réalisé	EF 2026 du T2	Bud 2026	Bud 2025	Bud 2026	Bud 2025	Bud 2026	Bud 2026
Revenus totaux	82 469	72 964	75 292	77 390	74 550	79 969	78 914	81 518
Variation en %	10,4	-11,5	-8,7	6,1	-1,0	3,3	5,9	3,3
Redevances sur le bitume et le pétrole brut	20 204	14 208	14 986	15 668	11 808	16 194	14 723	15 346
Variation en %	15,5	-29,7	-25,8	10,3	-21,2	3,4	24,7	4,2
Dépenses totales*	74 149	77 070	79 426	76 518	81 922	78 316	84 495	86 422
Variation en %	5,3	3,9	7,1	-0,7	3,1	2,3	3,1	2,3
Dépenses de fonctionnement	62 025	65 264	67 016	64 831	70 398	66 464	72 360	74 053
Variation en %	6,7	5,2	8,0	-0,7	5,0	2,5	2,8	2,3
Frais de la dette	3 215	2 971	2 922	3 258	3 407	3 629	4 222	4 863
Variation en %	3,9	4,1	3,9	4,2	4,6	4,5	5,4	6,0
Réserves	0	2 330	0	3 300	2 000	3 700	2 000	2 000
Équilibre budgétaire	8 320	-6 436	-4 134	-2 428	-9 372	-2 047	-7 581	-6 904
Dette nette (en % du PIB)	7,2	8,7	8,3	9,0	10,5	9,3	11,8	12,9
Plan d'investissement de l'Alberta	7 243	8 793	8 687	8 676	9 969	8 831	9 998	8 349
Total des exigences d'emprunt**	8 355	11 407	15 933	13 930	20 935	20 806	22 573	18 642
PIB réel (var. en %)	2,2	1,8	1,8	2,1	2,3	2,2	2,2	2,2
PIB nominal (var. en %)	2,0	2,2	1,9	3,5	6,0	4,3	4,4	4,4
Population (var. en %)	2,5	1,1	1,1	1,4	1,1	1,6	1,4	1,4
Inflation mesurée par l'IPC en Alberta (var. en %)	2,0	2,3	2,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,1

EF : exercice financier; Bud : budget; IPC : indice des prix à la consommation

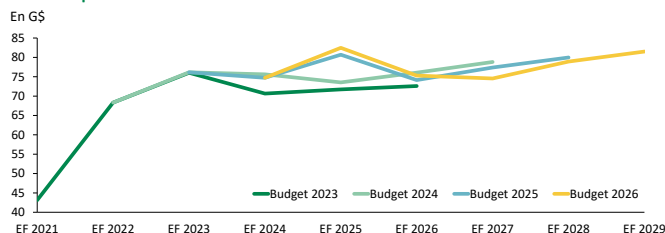
* Excluant les réserves; ** Total des exigences d'emprunt pour l'exercice financier 2025-2026 ont été publiés pour la dernière fois dans le budget 2025.

Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Graphique 2

La baisse des prix du pétrole fait chuter les prévisions de revenus de l'Alberta

Alberta – prévisions de revenus totaux

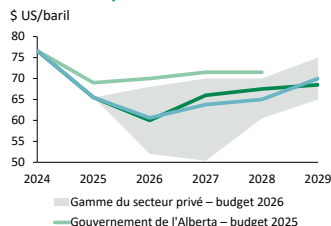


EF : exercice financier
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

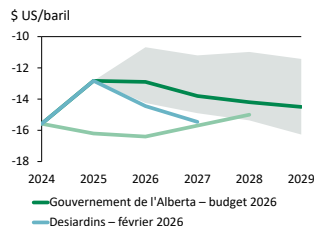
Graphique 3

Les prévisions de prix du WTI ont été revues à la baisse; l'écart avec le WCS est moindre

Prévisions de prix du WTI



Prévisions différentielles WCS-WTI



WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

aux producteurs canadiens de pétrole lourd, un mouvement amorcé depuis décembre 2025. Cela dit, la décote projetée pour les producteurs albertains demeure plus faible que celle anticipée dans le budget 2025. Dans ce contexte, la province a fait preuve de prudence en retenant une prévision du différentiel WCS-WTI plus conservatrice que la moyenne du secteur privé. Toutefois, une partie de ce potentiel à la hausse pourrait être neutralisée par une prévision relativement plus optimiste du prix du WTI dans les dernières années de l'horizon, même si celle-ci demeure cohérente avec la nôtre.

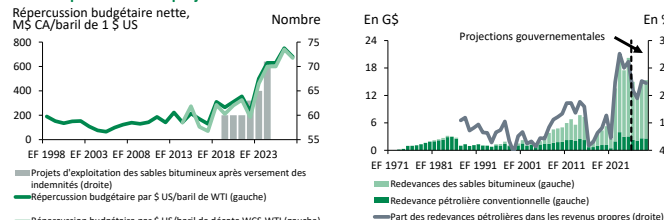
Le deuxième facteur expliquant la baisse des redevances tient à la sensibilité accrue des revenus aux variations des prix du pétrole. À mesure que les projets énergétiques ont atteint leur maturité, les taux de redevance ont augmenté rapidement (graphique 4). Par conséquent, les redevances liées au pétrole ont récemment dépassé 10 % des revenus autonomes, soit environ trois fois la moyenne observée avant la pandémie.

Plus largement, la vigoureuse reprise des revenus autonomes dans les dernières années de l'horizon s'explique en partie par une croissance exceptionnelle du PIB nominal, qui représente la mesure la plus vaste de l'assiette fiscale. Par exemple, le gouvernement provincial

Graphique 4

La forte sensibilité des finances publiques aux prix du pétrole affecte durement les recettes des redevances

Sensibilités fiscales historiques de l'Alberta et état des paiements des projets



WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

prévoit une croissance nominale du PIB de 6,0 % en 2027, bien au-dessus de [notre récente prévision](#) de 4,1 %. La hausse des recettes provenant de la taxe sur les assurances, du prélèvement sur le tourisme et des activités d'enregistrement foncier devrait aussi contribuer à cette progression. Enfin, même si la réduction de l'impôt sur le revenu instaurée dans le budget 2025 a vraisemblablement amplifié les pertes de revenus prévues dans le budget 2026, le gouvernement provincial s'est engagé à ne pas revenir sur cette mesure.

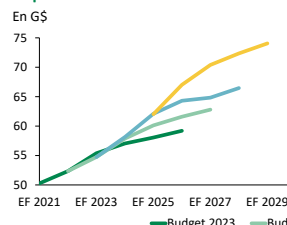
Les dépenses augmentent plus rapidement que les revenus ne reculent

Les difficultés budgétaires de l'Alberta ne s'expliquent toutefois pas uniquement par la baisse des revenus liée au repli des prix du pétrole. Sur trois ans, les dépenses de fonctionnement devraient désormais dépasser de 14,2 G\$ les projections établies dans le budget 2025. Et ce, malgré des prévisions de croissance démographique plus faibles que celles formulées à pareille date l'an dernier. Logiquement, cela mène à la conclusion incontournable que les dépenses de fonctionnement par habitant progresseront beaucoup plus rapidement que dans les projections antérieures (graphique 5).

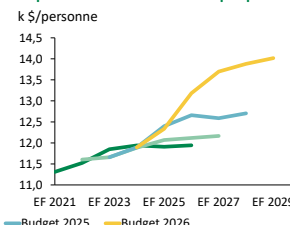
Graphique 5

Les dépenses prévues par l'Alberta ont considérablement augmenté dans le budget 2026

Dépenses de fonctionnement



Dépenses de fonctionnement par personne



EF : exercice financier
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Un apport additionnel substantiel au financement de la santé explique une large part de cette hausse. Les dépenses prévues pour les services hospitaliers et chirurgicaux totaliseraient 13,8 G\$ à l'EF 2027, soit une augmentation de 830 M\$ par rapport à la plus récente prévision pour l'EF 2026, puis grimperaient encore de 1,3 G\$ pour atteindre 15,1 G\$ à l'EF 2029. Cela correspond à une hausse moyenne annuelle de 5,1 %, bien supérieure à la croissance combinée de la population et de l'inflation. D'autres secteurs du réseau de la santé bénéficieront également d'augmentations de financement.

Par ailleurs, les dépenses en éducation et en services de garde devraient elles aussi progresser sensiblement. Les dépenses totales pour l'EF 2027 sont évaluées à 13,5 G\$, en hausse de 963 M\$, ou 7,7 %, par rapport à l'EF 2026. Les dépenses de fonctionnement du système d'éducation atteindraient 10,8 G\$ à l'EF 2027, une augmentation de 722 M\$, ou 7,2 %, par rapport aux prévisions pour l'EF 2026, avant de croître à nouveau de 768 M\$, pour une progression moyenne de 3,5 % par année, pour atteindre 11,5 G\$ à l'EF 2029.

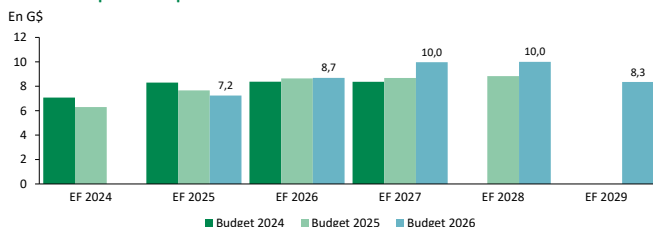
Les précisions concernant les économies potentielles demeurent limitées dans le budget 2026. Les efforts continus d'amélioration et les examens de programmes visant à évaluer l'efficacité et l'efficacité des services devraient contribuer à la démarche. Ceux-ci viendront compléter l'analyse des mesures additionnelles susceptibles d'être envisagées pour relever les défis liés à la planification budgétaire de l'Alberta. Le gouvernement provincial souhaite également obtenir une plus grande latitude pour restreindre certains services offerts aux résidents non permanents, ce qui réduirait davantage les dépenses.

Le programme d'emprunt s'étend davantage dans l'horizon de prévision

Par rapport aux intentions présentées dans le budget 2025, les dépenses d'immobilisations ont été majorées de 2,2 G\$, portant leur total à 28,3 G\$ sur trois ans (graphique 6). Selon le Plan d'immobilisations mis à jour, les déboursés devraient augmenter d'environ 15 % pour atteindre 10 G\$ à l'EF 2027

Graphique 6
Les plans de dépenses d'investissement augmentent

Alberta – dépenses du plan d'investissement



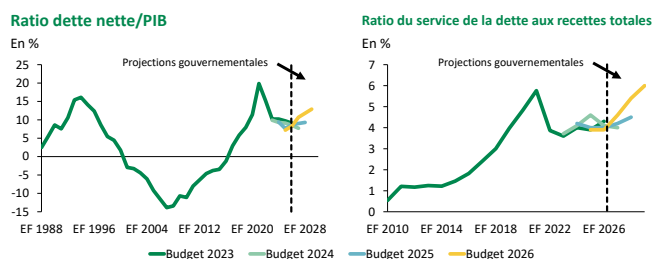
EF : exercice financier
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

et demeurer élevés jusqu'à l'EF 2028, avant de se modérer à l'EF 2029. Le Plan d'immobilisations de la province met l'accent sur des investissements majeurs dans l'ensemble du réseau de la santé, dans les infrastructures éducatives ainsi que dans les infrastructures municipales. Ce programme d'infrastructures accru devrait soutenir la croissance et la diversification économique de l'Alberta, générant chaque année environ 31 000 emplois directs et 14 500 emplois indirects.

La dette augmentera, mais demeurera inférieure à celle des autres provinces

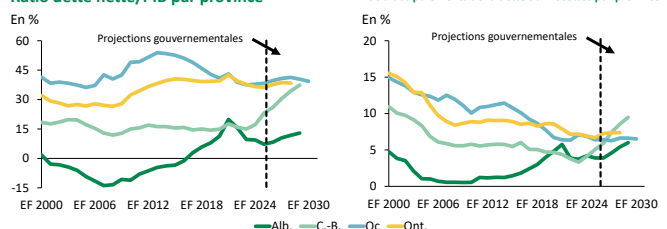
Les déficits plus élevés que prévu ont entraîné une révision à la hausse du ratio de la dette sur le PIB projeté pour l'Alberta (graphique 7). Celui-ci devrait maintenant atteindre 12,9 % d'ici l'EF 2029. Les coûts du service de la dette sont également appelés à augmenter, pour atteindre environ 6 % à la fin de l'horizon de prévision, un nouveau sommet. Cela dit, il importe de rappeler que le gouvernement de l'Alberta aborde cette période de prix pétroliers plus faibles et de déficits importants avec la position financière la plus solide et le fardeau du service de la dette le plus faible de la fédération (graphique 8).

Graphique 7
Dette et coûts du service de la dette



EF : exercice financier
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Graphique 8
Les indicateurs d'endettement de l'Alberta demeurent les meilleurs parmi les provinces
Ratio dette nette/PIB par province*



EF : exercice financier; * Les chiffres de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont basés sur les projections du budget 2026. Ceux du Québec et de l'Ontario sont basés sur les projections de mi-exercice 2026.

Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

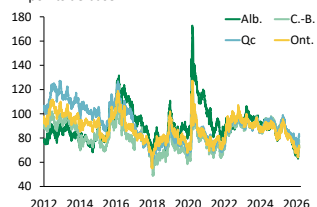
Le budget 2026 de l'Alberta a été publié après la fermeture des marchés. Il est néanmoins pertinent de souligner que la province a terminé la séance de négociation avec un rendement sur ses obligations de 30 ans à son niveau le plus élevé depuis novembre 2025 par rapport aux obligations du gouvernement du Canada de même échéance (graphique 9). Cela dit, les écarts de rendement de l'Alberta ne dépassent que légèrement ceux de l'Ontario, lequel affiche les écarts les plus faibles parmi les provinces. Cela reflète la solidité de la position financière de l'Alberta, un constat appuyé par les cotes de crédit élevées et les perspectives stables qui lui ont été unanimement attribuées par les agences de notation à l'approche du budget 2026.

Graphique 9

Les écarts des obligations de l'Alberta avec celles du gouvernement du Canada sont les plus faibles, après l'Ontario

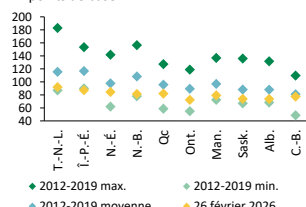
Écart provincial (30 ans)*

En points de base



Écart provincial (30 ans)*

En points de base



* Données historiques en date du 26 février 2026.
Bloomberg et Desjardins, Études économiques